



AEA - TRISTAN SICARD

bilan annuel 2009

Le développement de notre mission en 2009 s'est déroulé encore dans un contexte international socio-économique difficile et ce à double titre : la crise économique et financière mondiale a tout d'abord continué de frapper plus particulièrement les enfants

et les communautés les plus vulnérables dans leur développement ce qui fragilise aujourd'hui les résultats durement obtenus au cours de ces dernières années autour des enjeux éducatifs ; cette crise a par ailleurs accentué les difficultés des associations pour mobiliser des ressources financières et, s'il semble que la collecte ait malgré tout globalement augmenté, il ressort un recentrage des dons sur les causes de proximité au détriment des causes d'aide à l'enfance, d'environnement ou de droits de l'homme.

Toutefois, Aide et Action a su globalement maîtriser l'impact de cette situation et maintenir ainsi le niveau de collecte auprès du grand public en France. Les difficultés pour recruter de nouveaux parrains au regard des abandons se font toutefois sentir et seront anticipées dans la planification de nos activités en 2010.

Par ailleurs, on peut noter une diminution des financements institutionnels en 2009 du fait de la fin de certaines conventions pluriannuelles.

Enfin, il est important de noter qu'une réglementation comptable a défini un nouveau format du Compte Emploi des Ressources qui se veut plus transparente encore quant à l'utilisation des fonds et notamment ceux issus de la générosité du public. Ce CER nouvelle formule fait état d'un investissement de nos fonds à plus de 79% dans notre mission sociale. Vous retrouverez l'ensemble des informations contenues dans ce bilan sur notre site web (www.aide-et-action.org).

Jacques Lemaréchal

Note préalable :

Suite à l'homologation du règlement du comité de la réglementation comptable n° 2008-12 par arrêté du 11 décembre 2008, un nouveau modèle de compte d'emploi des ressources a été instauré pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Cette nouvelle présentation permet de mettre en évidence l'utilisation faite des ressources issues de la Générosité du public. Elle ne présente pas, cependant, de colonnes rappelant l'exercice précédent et modifie certaines rubriques. Ces changements rendent difficile la comparaison avec les années précédentes. Toutefois lorsque les données sont comparables, les explications qui suivent font référence à l'année antérieure.

Emploi des ressources

En 2009, Aide et Action a continué à assurer son rôle et sa mission auprès des plus démunis. Malgré une baisse de notre collecte, notamment auprès des bailleurs institutionnels, nos dépenses de l'année atteignent 28,4 millions, une progression de plus de 15% par rapport à 2008. Nos actions liées à notre mission sociale, en France comme à l'étranger, s'élèvent à 22,7 millions, soit 79,9% de nos dépenses totales.

Ces dépenses ont été financées par la collecte enregistrée en 2009 mais également grâce à l'utilisation des fonds collectés les années précédentes mais non encore utilisés.

RATIOS D'EMPLOIS

Afin de refléter fidèlement l'affectation des dépenses effectuées, les ratios sont calculés sur la base du total des fonds utilisés (hors fonds dédiés et provisions), conformément à l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement du CRC sur le compte d'emploi des ressources (CER).

MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	2009	
Missions sociales	22 700	79,9%
Frais de recherche de fonds	3 230	11,4%
Frais d'information et de communication	489	1,7%
Frais de gestion	1 572	5,5%
Autres frais divers de fonctionnement	436	1,5%
TOTAL	28 427	100,0%

■ MISSIONS SOCIALES

La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales s'élève à 79,9% des dépenses engagées dans l'année. 22,7M€ ont été alloués à la conduite de notre mission sociale. En valeur absolue, on observe donc une hausse de ces emplois, notamment en Afrique (+24,6%) avec la conduite de deux grands projets au Niger et à Madagascar, en Amérique Latine et Caraïbes (+12,3%) et en Asie du Sud-est (+8,5%). En France, les activités menées sur les projets éducatifs dans le Val d'Oise, ainsi que celles liées à la sensibilisation du public sur le droit à l'accès pour tous à une éducation de qualité, se sont également développées.



■ FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

La part des emplois consacrée à la collecte s'élève à 11,4% en 2009, soit un montant de 3,2M€. Cet investissement dans la recherche de fonds reste indispensable pour assurer le maintien de nos ressources collectées. La recherche et la mise en place d'une stratégie innovante doivent nous permettre de maîtriser les impacts de la crise économique internationale et repartir vers une croissance de nos ressources dans les années à venir.

■ FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La part des emplois consacrée à l'information et à la communication institutionnelle s'élève à 1,7%. Ces frais totalisent 489K€.

■ FRAIS DE GESTION

La part des emplois consacrée à la gestion s'élève à 5,5%. Ces frais représentent principalement les frais de pilotage, de suivi et de contrôle des activités tant au niveau international que national. Cette part, demeurant modérée, traduit la volonté de l'association de maîtriser ces frais de structure, tout en préservant la qualité des missions sociales qu'elle mène à travers le monde.

■ AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Ces autres frais de fonctionnement représentent 1,5% des dépenses engagées dans l'année, et sont constitués des charges financières et des charges exceptionnelles, charges concernant les exercices antérieurs.

Missions sociales

Afrique

FOCUS PROJET : EDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE D'IMLIL AU MAROC

- Date de démarrage : janvier 2009
- Durée prévue : 5 ans
- Coût du projet : 1 795 648 euros
- Lieux d'intervention : Vallée d'Imlil, région de Marrakech, secteurs d'Asni, Ouassaft et Imlil



Démarré en novembre 2007, avec l'association locale RIM (Relais instruction éducation Maroc), ce projet a pour objectif la mise en œuvre d'un projet global d'éducation pour le développement de l'ensemble de la vallée d'Imlil. Les actions entreprises, qui prennent en compte les besoins spécifiques et les priorités des habitants, sont, par ailleurs, cohérentes avec les orientations des partenaires institutionnels, notamment le plan d'urgence pour l'éducation annoncé en 2008 par l'Etat marocain.

L'analyse de contexte menée par Aide et Action et RIM en 2008 a montré que la région est désavantagée en matière d'accès à l'éducation : le taux brut de scolarité¹ des enfants de 3 à 5 ans est de 27% dans la vallée, alors que la moyenne régionale est 55%. Fin 2008, 73% des 4-5 ans (soit 523 enfants) n'avaient pas accès à l'enseignement préscolaire et, sur 10 enfants entrant à l'école primaire, seuls 4 finissaient le cycle, parfois sans savoir lire ni écrire.

Ce projet, planifié sur 5 ans, est constitué de 4 sous-projets :

- le préscolaire et la petite enfance (soit 3 000 enfants âgés de 3 à 5 ans) ;
- l'accès à l'éducation et la qualité des apprentissages (soit 3 650 élèves de primaire et collège et 20 enfants en situation de handicap) ;

- l'éducation à la vie : projets d'alphabétisation, formation professionnelle et soutien au micro-entrepreneuriat (soit 1 800 femmes et jeunes déscolarisés et non scolarisés) ;
- l'accompagnement et la formation des différents acteurs communautaires pour mener à bien le projet.

Le premier volet du projet touche à sa fin en 2010 : 12 salles de classes ont été construites et réhabilitées dans la région. Parallèlement, des activités génératrices de revenus seront développées avec les 12 associations locales partenaires, pour assurer la pérennité des centres d'accueil de la petite enfance. Du matériel pédagogique et didactique sera acheté en 2010. Enfin, pour assurer la qualité des enseignements, Aide et Action et RIM ont signé un partenariat avec la délégation régionale de l'Education nationale de Marrakech-Tensift-El Haouz. 24 éducateurs ont reçu une formation en pédagogie, en psychologie, en sociologie, en alimentation/santé, en communication et en animation.

Le projet a été inauguré le 5 décembre 2009 en présence du ministre du Développement social, de la Famille et de la Solidarité, le Wali par intérim de la région Marrakech-Tensift-El haouz, plusieurs personnalités marocaines, les responsables des organisations RIM et Aide et Action.

¹ Le total des effectifs dans un degré spécifique d'enseignement, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population ayant le droit et l'âge légal d'entrée à l'école au même degré d'enseignement dans une année scolaire donnée (Unesco).

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Pays d'intervention :**
 - 11 (Bénin, Burkina, Niger, Togo, Guinée, Mali, Sénégal, Maroc, Tanzanie, Madagascar et Comores)
- **Nombre de salariés :** 245 (dont 68% sur des projets)
- **Nombre de projets :** 33 Projets
- **Thématiques abordées :**
 - accès et qualité de l'éducation (21 projets)
 - éducation des filles et des femmes (3 projets),
 - éducation à la santé (4 projets),
 - urgence et post-urgence (1 projet),
 - éducation à la vie (2 projets),
 - petite enfance (1 projets),
 - éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale (1 projet)
- **Nombre d'écoles et de personnes concernées** (enfants et adultes) : + de 2 millions d'enfants ; plus de 8 000 écoles
- **Nombre de parrainages :** 159
- **Financements institutionnels :** Agence française de développement (AFD), UNICEF, USAID, Union européenne, Bureau international du travail, ministères de l'Education nationale (Bénin et Burkina Faso), Danida, Organisation Inter-Eglises de Coopération au Développement (ICCO, Pays Bas), Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), Programme international pour l'abolition du travail des Enfants - Bureau International du Travail (IPEC-BIT), Lux-Dev.
- **Budget 2010 :** 8 431 k€

Amérique latine

FOCUS PROJET :

FAMILLES, CHERCHEURS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX MOBILISÉS AUTOUR DE LA PETITE ENFANCE (RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)

- **Date de démarrage :** 01/06/07
- **Durée prévue :** 36 mois
- **Coût du projet :** 146 572 euros
- **Lieu d'intervention :** Elias Piña, Jimani et Pedernales

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 2 (Haïti et République dominicaine)
- **Nombre de salariés :** 18
- **Nombre de projets :** 9
- **Thématiques abordées :** 6
 - Education inclusive (2 projets)
 - Éducation au Développement Durable et à la Citoyenneté Mondiale (2 projets)
 - Petite Enfance (2 projets)
 - Migration (1 projet)
 - Accès et qualité de l'éducation (1 projet)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
- **Nombre d'écoles concernées :** 193
- **Nombre de personnes concernées :** 19 550 (dont 13 000 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP) :** 5 500
- **Financements institutionnels :** 261 830 € (UE)
- **Budget 2010 :** 1 922 k€

L'organisation des observatoires communautaires de la petite enfance, initiée par Aide et Action avec l'université ibéro-américaine UNIBE, le secrétariat d'état à l'éducation et diverses organisations et autorités locales, est située dans les municipalités frontalières d'Elias Piña, Jimani et Pedernales. Ces trois observatoires visent à mieux connaître les pratiques des familles dans le domaine de la petite enfance.

L'objectif final est d'influencer et d'affiner les politiques locales et nationales dans ce domaine, mais aussi d'aider les familles à favoriser le développement de leurs propres enfants. Cette étude doit, à terme, permettre de réduire le risque de mortalité et morbidité infantiles en zones frontalières dominico-haïtienne.

Il s'agit de travailler avec les familles, les représentants de l'Etat mais aussi les travailleurs sociaux communautaires pour comprendre les freins actuels au développement des enfants : échanger avec les parents, les travailleurs sociaux sur l'importance de la petite enfance, dans le développement de l'individu ; former les parents aux bonnes pratiques ; comprendre et prendre en compte les freins à la bonne prise en charge des plus petits ; valoriser les innovations communautaires dans ce domaine.

La « garderie des grands-mères », un espace géré par Aide et Action, permet aux femmes de déposer leurs enfants sur le chemin de leur travail. Cette initiative, lancée en 2009, permet aux enfants d'être dans un environnement adapté et sécurisé et à leurs parents de travailler sereinement. Elle a aussi permis de libérer les grandes sœurs ou de jeunes mères, qui ont ainsi pu reprendre le chemin de l'école. Le projet a aussi permis de faciliter la demande d'actes de naissances des enfants des familles : une urgence pour leur permettre de devenir des citoyens à part entière.



BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention** : 3 (Inde, Népal, Sri Lanka)
- **Nombre de salariés** : 474
- **Nombre de projets** : 52
- **Thématiques abordées** : 9
 - Accès et qualité de l'éducation (projets)
 - Education inclusive (projets)
 - Petite enfance (projets)
 - Education des filles et des femmes (projets)
 - Urgence et post-urgence (projets)
 - Education au développement durable et à la citoyenneté
 - Education à la vie
 - Migration
 - Education à la santé
- **Nombre d'écoles impliquées** : 1598
- **Nombre de personnes concernées** : 754 000 (dont 712 000 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP)** : 5 067
- **Financements institutionnels** : 2 (Commission européenne)
- **Budget 2010** : 5 110 k€

Asie du Sud

FOCUS PROJET :

FAIRE RESPECTER LES DROITS DES FAMILLES MIGRANTES EN INDE

- **Date de démarrage** : 01/01/10
- **Durée prévue** : 36 mois
- **Coût du projet** : 21 585 euros
- **Lieux d'intervention** : les districts de Balangir, Bargarh et Nuapada dans l'état d'Odisha en Inde

2009 a été consacrée au renforcement des initiatives lancées dans le domaine de l'éducation des enfants de familles migrantes. La région compte 30 millions de migrants, déplacés pour des raisons diverses (économiques, politiques, culturelles, etc.), et exposés à la pauvreté et à la déscolarisation. Les changements, notamment économiques, que connaît la région affectent ces familles. C'est pourquoi il est essentiel pour ces populations d'avoir connaissance de leurs droits.

Aide et Action a entamé un travail de plaidoyer auprès du gouvernement et des organisations de la société civile. Une approche, plus « terrain » a été entamée en 2006 dans le district de Kanchipuram, dans l'Etat du Tamil Nadu, auprès des familles des travailleurs des chantiers de construction. En 3 ans, le projet

a permis de toucher 1 836 personnes, dont 651 enfants, répartis sur 28 sites. En 2009, un recensement des enfants (scolarisés et non scolarisés) a été réalisé : 52 enfants, ayant abandonné l'école, ont pu être rescolarisés dans des pensions, où ils ont suivi le programme scolaire dans leur langue maternelle. Les travailleurs sociaux ont encouragé les mères à envoyer leurs enfants à l'école. 15 centres AIE (centre éducatifs alternatifs innovants) ont été ouverts pour prendre en charge un peu moins de 500 enfants. Un comité a aussi été mis en place pour faciliter le suivi des familles (déplacements, retours, suivi éducatif). En août, le projet de centre de ressources et d'information sur les migrations (MiRC) a été initié afin de faciliter la production de connaissances et l'échange d'informations sur la thématique de la migration en Inde. Ce centre a pour ambition de devenir une référence pour tout le sous-continent indien. Parmi les actions menées en 2009 : la réalisation d'un manuel pour les travailleurs sociaux de l'organisation internationale Save the Children ; la mobilisation des médias et des autorités pour dénoncer la situation de famine de nombreuses familles migrantes d'Odisha ; la réalisation d'une étude sur la migration des enfants dans l'ouest de l'Odisha ; l'organisation d'un atelier sur la migration des enfants et l'éducation et, enfin, la libération de travailleurs migrants gagés. En tout, une 20^{ème} de travailleurs (dont des mineurs) ont ainsi été libérés grâce au travail mené par Aide et Action, en collaboration avec les autorités d'Odisha.



Asie du Sud-Est

FOCUS PROJET :

AIDER LES ENFANTS DES RUES À SE RECONSTRUIRE (LAOS)

- **Date de démarrage** : 2008
- **Durée prévue** : 2 ans
- **Coût du projet** : 190 786 euros
- **Lieux d'intervention** : Vientiane



A Vientiane, capitale du Laos, le nombre d'enfants des rues a considérablement augmenté ces dernières années. Les dangers qui les entourent sont nombreux : prostitution, abus sexuels, toxicomanie, trafic d'êtres humains, etc. Il est crucial pour eux d'acquérir les compétences de base pour sortir du cycle de la pauvreté. Chaque année, presque 500 enfants des rues se construisent une nouvelle vie dans le centre géré par Aide et Action et son partenaire local Peuan Mit. Le programme est en cohérence avec la politique menée par le gouvernement laotien dans le secteur éducatif pour

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention** : 5 (Laos, Cambodge, Chine, Vietnam et observatoire au Myanmar)
- **Nombre de salariés** : 26
- **Nombre de projets** : 18
- **Thématiques abordées** : 5
 - Accès et qualité de l'éducation (5 projets)
 - Education inclusive (3 projets)
 - Petite enfance (6 projets)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
 - Urgence et post-urgence (2 projets)
- **Nombre d'écoles impliquées** : 312
- **Nombre de personnes concernées** : 100 687 (dont 49 170 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP)** : 2 892
- **Financements institutionnels** : 5 (Australian Red Cross/ AusAID, Commission européenne, OIT, Unesco, Comités de la CME (Laos et Cambodge))
- **Budget 2010** : 1 568 k€

la période 2009-2015. Le projet a cinq composantes principales : approche des enfants vivant dans les rues, formation générale et professionnelle, suivi médical, réintégration des enfants dans les familles et dans les écoles. Pour permettre à ces enfants de mener une vie satisfaisante, l'équipe de travailleurs sociaux de Peuan Mit leur apporte également un soutien psycho-émotionnel. Mee Yang, Laos, sur le projet « *Scolarisation des enfants des rues* »

« Je m'appelle Mee Yang ; je vis dans le centre Peuan Mit. Je ne sais pas trop quel âge j'ai. Je crois que j'ai 7 ans parce que je suis inscrite cette année en CP. Mon frère vit avec moi dans le centre, car mes parents sont en prison. Un jour, Kieo, notre professeur, nous a emmenés à la prison ; j'ai pu dire bonjour à ma mère. Parfois, je considère le centre comme ma nouvelle famille. Ici, je peux jouer, manger dormir, faire mes devoirs et aller à l'école. En fait, je viens du village de Nongteng. Nous n'y avons pas notre propre maison. A l'époque, on vivait chez nos cousins. Au centre, j'ai beaucoup d'amis, de frères et de sœurs. Les professeurs sont vraiment gentils. Je suis vraiment contente car, depuis un mois, chaque matin, je porte un chemisier blanc et une très jolie jupe noire, je prends mon cartable et je vais à l'école. J'aime beaucoup dessiner. Quand je serai grande, j'aimerais devenir professeur de dessin. »

Europe

FOCUS PROJET : LE « 100% JUNIOR »

- **Date de démarrage** : septembre 2009
- **Durée prévue** : 12 mois
- **Coût du projet** : 52 000 euros
- **Lieu d'intervention** : Villiers-le-Bel (Val d'Oise, France)

Dans le cadre de l'action éducative menée par l'association auprès d'écoles du département du Val d'Oise, l'association a lancé en septembre 2010 un projet pédagogique avec une école de la ville de Villiers-le-Bel autour de la création d'un magazine « 100% Junior ». Le magazine d'Aide et Action de septembre 2010 sera donc entièrement réalisé par les enfants de l'école élémentaire Jean-Jaurès. Cet établissement de 200 élèves et 9 instituteurs se situe dans le quartier des Carreaux, qui bénéficie d'un plan de rénovation urbaine. L'école appartient à l'une des quatre zones d'éducation prioritaire (ZEP) de la ville et au réseau d'éducation prioritaire (REP) du collège voisin Léon-Blum.

Objectifs

Susciter un débat entre les différents acteurs de l'éducation (enseignants, parents, associations, etc.). Le travail mené dans le cadre du « 100% Junior » permet à l'équipe enseignante de Jean-Jaurès de construire un projet d'école qui l'ouvre sur le monde. Le directeur de l'école souligne ainsi que « pour les enseignants, c'est un outil pédagogique innovant et fédérateur pour travailler sur le programme scolaire mais aussi pour développer la prise de parole, l'écoute et le respect ». Tous les élèves ont ainsi eu l'occasion de découvrir le métier de journaliste et de réfléchir aux enjeux de l'éducation dans le monde. Grâce aux échanges de courriers et de courriels avec des classes situées dans les pays où d'Aide et Action intervient, les enfants ont découvert la vie et la scolarité d'autres élèves du monde. Ce projet d'école a également permis à de nombreux écoliers de gagner en maturité et de prendre confiance en eux. Les parents ont aussi manifesté de l'intérêt pour cette aventure en constatant à quel point le « 100% Junior » permettait de valoriser le travail de leurs enfants. Pour les professeurs, enfin, le projet s'avère être un support pédagogique original au moyen duquel ils travaillent sur des matières comme la lecture ou l'écriture tout en abordant des sujets plus complexes d'histoire, de sciences et de culture générale. Ce projet est d'ailleurs bien né puisqu'il a reçu le prix de « l'innovation éducative » lors du dernier Forum des enseignants innovants et de l'innovation pédagogique qui s'est tenu à Dax les 4 et 5 juin 2010.



BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention** : 2 (France et Suisse)
- **Nombre de salariés** : 51
- **Nombre de projets** : 2
- **Thématique abordée** :
 - Qualité de l'éducation
 - Education au développement durable et à la citoyenneté mondiale
- **Nombre d'écoles impliquées** : 10
- **Nombre de personnes concernées** : 17 195
- **Budget 2010** : 5 321 K€

Origine des ressources

Le montant des ressources en 2009 s'élève à 24,6M€, dont 64% (57% en 2008) proviennent de la collecte auprès du public. La baisse des ressources totales enregistrée cette année est principalement due à la fin de grandes conventions avec des bailleurs institutionnels, la collecte auprès du public enregistrant une baisse modérée de 1,9%.

COLLECTE AUPRES DU GRAND PUBLIC

En Europe

La stratégie de développement des ressources auprès du grand public se poursuit par la mobilisation de nouveaux parrainages, qu'ils soient individuels, collectifs ou tout simplement sur la cause de l'éducation.

Cette collecte est portée par différentes opérations de marketing direct telles que la collecte de rue en France ou des opérations de mailing en Suisse. Le contexte économique dans le monde et en Europe a rendu plus difficile ces opérations de mobilisation du grand public en augmentant les coûts de recrutement des nouveaux parrains et fragilisant la situation de certains d'entre eux contraints d'abandonner cette relation solidaire. 2009 a ainsi été l'occasion de renforcer d'autres dispositifs de mobilisation du grand public, comme la campagne Mon défi pour l'éducation largement portée par nos équipes locales bénévoles, et de se lancer dans de nouvelles formes de mobilisation construites autour de l'outil internet.

Autres expériences dans le monde

L'Asie a été en 2009 le berceau de nouvelles expérimentations de collecte auprès du grand public. Suite au recrutement de spécialistes de collecte de fonds à Hong Kong en 2008 et en Inde en 2009, des campagnes de communication et de mobilisation ont pu être initiées dans ces deux pays à fort potentiel.

COLLECTE DE GRANDS DONNÉS (PARTICULIERS, ENTREPRISES ET FONDATIONS)

En Europe

Le travail auprès des entreprises et fondations s'est poursuivi en France comme en Suisse. Si la stratégie a permis d'augmenter légèrement la collecte auprès de ces cibles, elle a surtout permis d'augmenter sensiblement notre portefeuille de partenaires (26 nouveaux partenaires et 25 partenaires fidélisés).

Autres expériences dans le monde

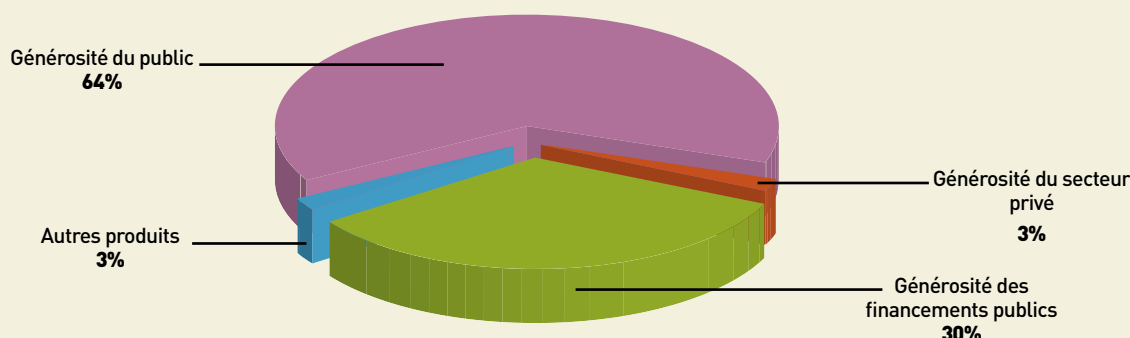
L'année 2009 a permis de donner tout son sens à l'existence d'une filière internationale traitant des grands dons. Ainsi, au-delà du développement des relations avec les entreprises d'autres territoires d'intervention, cette approche internationale a par exemple permis de tisser des liens étroits avec différentes entités de l'entreprise Orange en France, en Guinée ou en République Dominicaine.

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Les bailleurs institutionnels ont été encore très présents en 2009 pour soutenir des projets d'envergure menés par Aide et Action dans ses différents territoires d'intervention. Les financements institutionnels ont toutefois connu une baisse de 31,4% par rapport à 2008 du fait notamment de l'arrêt de grosses conventions antérieures.

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) diminuent de 12,8%, passant de 28 197K€ en 2008 à 24 586K€ en 2009. Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) sont en légère baisse (15 777K€ contre 16 083K€ en 2008). Elles représentent 64% des ressources de l'association contre 57% en 2008. Les partenariats d'entreprises sont stables à 655K€ contre 635K€ en 2008. Ils représentent 2,7% des ressources contre 2,3% en 2008. Les financements institutionnels ont connu une forte baisse en 2009 par rapport à 2008. Ils s'élèvent à 7 489K€ contre 10 918K€ en 2008, ce qui représente 30,5% des ressources (38,7% en 2008).

Les autres produits sont en hausse de 18,7%, passant de 560K€ à 665K€ en 2009, reflétant une hausse des produits exceptionnels concernant des exercices antérieurs constatés en 2009 à hauteur de 315K€.



Compte d'emploi des ressources AEA 2009

EMPLOIS	Emplois de 2009 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public, utilisées en 2009 (3)	RESSOURCES	ressources collectées sur 2009 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009 (4)	
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		5 829 805	T1
1- MISSIONS SOCIALES	22 700 015	11 789 891	ST1	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	15 777 270	T2
1.1. Réalisées en France	1 579 988	1 568 253		1.1. Dons et Legs collectés	15 777 270	15 777 270
Formation au dvpt du réseau bénévoles	16 477	16 355		■ Dons manuels NON affectés	15 309 339	15 309 339
Projets en France	648 571	643 754		Parrainages	11 314 097	11 314 097
Information et sensibilisation du public	914 940	908 145		Autres dons	3 567 672	3 567 672
1.2. Réalisées à l'étranger	21 120 027	10 221 638		Collecté à l'étranger	427 571	427 571
Actions réalisées directement	17 865 297	7 511 035		■ Dons manuels affectés	463 034	463 034
■ Afrique dont :	14 393 482	4 743 613		Grands dons et autres dons	462 535	462 535
Direction Afrique	707 844	431 912		Parrainages Tsunami	0	0
Niger	2 874 536	395 593		Appels d'aide d'urgence (affecté)	499	499
Togo	1 814 922	522 952		■ Legs et autres libéralités NON affectés	4 896	4 896
Sénégal	1 278 048	651 275		■ legs et autres libéralités affectés	0	0
Guinée	906 069	390 486		1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0	0
Bénin	806 621	365 628		Produits financiers (si à partir de fonds AGP)	0	0
Burkina	907 312	234 734		2- AUTRES FONDS PRIVES	654 792	
Tanzanie	389 213	371 956		■ Partenariats d'entreprises - dons non affectés	168 597	
Madagascar	3 929 803	903 398		■ Partenariats d'entreprises - dons affectés	468 696	
Mali	513 746	218 040		■ Partenariats d'entreprises - tsunami	17 500	
Maroc	265 368	257 639		3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	7 489 218	
■ Caraïbes dont :	2 225 237	1 776 858		Ministère des Affaires Étrangères français	994 746	
Direction Caraïbes	658 862	569 512		Union européenne	974 017	
Haïti	960 681	642 274		Autres bailleurs de fonds institutionnels	5 399 214	
Urgence Haïti	81 044	75 608		Autres bailleurs de fonds institutionnels: Tsunami	121 242	
République dominicaine	524 650	489 462		4- AUTRES PRODUITS	664 787	
■ Asie du Sud-Est dont :	1 246 579	990 565		■ Produits d'exploitation	196 384	
Direction Asie du Sud-Est	110 666	90 732		Cotisations	1 620	
Programmes Cambodge, Vietnam, Laos	1 135 913	899 833		Vente des produits commerciaux	34 905	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	3 254 730	2 710 603		Vente produits accessoires	2 038	
■ Asie du Sud dont :	2 304 769	1 767 697		Abonnements	157 821	
Direction Asie du Sud	396 637	381 059		■ Produits exceptionnels	315 076	
Inde	1 364 787	1 025 635		■ Produits financiers (NON fonds AGP)	147 852	
Urgence tsunami	543 346	361 003		■ Autres produits	5 475	
■ Charges d'appui international	949 961	942 905				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 230 032	3 192 536	ST2			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 358 891	2 321 395				
Dont frais de traitement des dons	402 764	402 764				
Dont frais de traitement des dons tsunami	997	997				
Dont frais de collecte des dons	1 915 885	1 915 885				
Dont frais de collecte des dons tsunami	38 299	804				
Dont frais d'appel et de traitement des Legs	945	945				
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	829 046	829 046				
2.3. Charges liées à la recherche de subventions	42 095	42 095				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 496 749	1 721 036	ST3			
Dont Frais d'information et de communication	488 897	434 196				
Dont Frais relevant des autres activités	41 539	0				
Dont Frais de fonctionnement	1 875 454	1 286 840				
frais de gestion	1 572 241	1 286 840				
frais de gestion tsunami	0	0				
Dotations aux amortissements	82 353	0				
frais financiers	211 265	0				
Impôts et taxes	9 594	0				
Dont charges exceptionnelles	90 860	0				
Montant des ressources collectées et utilisées sur l'exercice	16 703 463	16 703 463	T3=ST1+ST2+ST3	I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	24 586 067	
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	28 426 797			II - REPRISE DES PROVISIONS	632 348	
II - DOTATION AUX PROVISIONS	503 100			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURES	6 101 748	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	3 201 447			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	50 603	T4
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE				V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	811 181	
V - TOTAL GENERAL	32 131 344			VI - TOTAL GENERAL	32 131 344	15 827 873 = T2+T4
V - part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		321 266	T5			
VI - neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		25 951	T5 bis			
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		16 998 778	T6=T3+T5+T5bis	VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	16 998 778	= T6
				Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice	4 658 900	T7=T1+T2+T4-T6

UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC:

En 2009, 100% des ressources collectées auprès du public (15 777K€) ont été dépensés. Afin d'assurer le financement de l'ensemble de l'activité de l'année et la continuité de notre mission sociale dans un contexte économique défavorable aux populations les plus démunies, ces fonds ont été complétés par les ressources collectées auprès du public des années précédentes (1 222K€). Ces ressources (16 999K€) ont donc financé 59,8% des emplois, et ce à hauteur de 11 790K€ pour la mission sociale, de 3 193K€ pour les frais de recherche de fonds, de 1 721K€ pour les frais de fonctionnement et 295K€ des immobilisations de l'exercice.

Bilan au 31 décembre 2009

	2009			2008	PASSIF	2009	2008	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net				
ACTIF IMMOBILISE	ACTIF				PASSIF			
	Immobilisations incorporelles	439 357	428 844	10 513	94 455	Capitaux propres*	8 866 724	9 577 270
	Logiciels informatiques	439 357	428 844	10 513	18 879			
	Avance et acompte sur immobilisations incorporelles	0	0	0	75 576			
	Immobilisations corporelles	6 453 354	4 233 504	2 219 850	2 400 044	FONDS ASSOCIATIFS		
	Terrain	609 796	0	609 796	609 796	Excédent ou insuffisance en attente d'affectation	- 811 181	- 710 546
	Construction	1 405 633	349 138	1 056 495	1 084 589			
	Construction sur sol d'autrui	202 749	170 371	32 378	42 509	Total I	8 055 543	8 866 724
	Installations, agencements	531 974	379 563	152 411	138 603			
	Matériel de transport	1 996 728	1 779 681	217 046	312 573			
	Matériel et mobilier de bureau	765 665	677 896	87 769	110 237			
	Matériel informatique	886 028	822 717	63 311	95 889	Provision pour risques et charges	616 490	584 363
	Matériel et outillage	47 416	47 134	282	2 304	Provision pour risques de change	673 354	592 480
	Immobilisation corporelle en cours	0	0	0	2 895			
	Avance et acompte sur immobilisations corporelles	0	0	0	363			
	Autres immobilisations	7 366	7 005	361	285			
	Immobilisations financières	1 026 959	2 799	1 024 161	1 000 411	FONDS DÉDIÉS	4 524 059	7 424 360
	Prêt au personnel	20 648	0	20 648	22 121	Total II	5 813 903	8 601 203
	Prêt Suisse	815 000	0	815 000	825 000	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
	Dépôts et cautionnements	86 740	2 799	83 941	55 260	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 528 176	4 875 751
Prêts et autres	104 572	0	104 572	98 030	Autres dettes	77 477	157 703	
Total I	7 919 670	4 665 147	3 254 524	3 494 910	Dettes fiscales et sociales	979 072	912 706	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et encours	144 462	31 458	113 004	138 205	Produits constatés d'avance	5 249 770	5 875 148
	Avances et acomptes versés sur commandes	139 749	0	139 749	269 328			
	Autres créances	1 608 502	261 949	1 346 552	1 295 019	DETTES		
	Valeurs mobilières de placement	6 013 310	259 974	5 753 336	6 180 856	Total III	8 834 495	11 821 308
	Disponibilités	2 893 794	0	2 893 794	4 057 724	Compte de régularisation		
	Financements institutionnels	7 564 884	69 302	7 495 582	9 305 939	Ecart de conversion passif (IV)	62 399	109 867
	Produit à recevoir	4 603	0	4 603	6 743	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	22 766 340	29 399 102
	Charges constatées d'avance	1 091 844	0	1 091 844	4 057 898			
	Total II	19 461 147	622 683	18 838 464	25 311 711			
	Compte de régularisation	Ecart de conversion actif (III)	673 354	0	673 354	592 480		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	28 054 170	5 287 830	22 766 340	29 399 102				

* En 2009 il a été décidé de ne plus faire de distinction entre fonds de développement et fonds d'aide d'urgence

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le Cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. A cette fin, le Cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français. Les comptes en régions ont également été révisés par les différents membres de l'organisation internationale Ernst & Young ainsi que par le cabinet Judex Avignon en Amérique latine et Caraïbes et le Cabinet Mpazanava à Madagascar.

Aide et Action est agréée par le Comité de la Charte. Le Comité de la Charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. (www.comitecharte.org)